

Parlement Autrichien, Parlamentskorrespondenz Nr. 504: "Perspectives européennes : L'Unité dans la diversité. La politique de voisinage et les Balkans occidentaux sont les grands thèmes de la COSAC", 23 mai 2006

(voir la « Parlamentskorrespondenz » no. 504 en date du 23 mai 2006)

Perspectives européennes : L'Unité dans la diversité La politique de voisinage et les Balkans occidentaux sont les grands thèmes de la COSAC

Vienne (PK) – La XXXVème COSAC s'est poursuivie aujourd'hui au Parlement autrichien, les grands thèmes étant la politique européenne de voisinage et le développement ultérieur dans les Balkans occidentaux. Mme Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne, et M. Erhard Busek, ancien vice-chancelier autrichien, ont prononcé des discours d'introduction.

Dans son intervention, Mme Ferrero-Waldner a d'abord mis l'accent sur l'importance fondamentale des Parlements nationaux pour la politique de l'UE qui seraient les courroies de transmission sans lesquelles la politique européenne ne fonctionnerait pas.

Dans la situation actuelle, l'Union européenne devra affronter trois grands thèmes. Premièrement, il s'agit de prendre en compte le scepticisme dans certains groupes de la population, deuxième, il faut s'attacher à une réforme économique structurelle, et troisièmement, on est confronté à la mondialisation avec ses chances et ses risques.

Dans un monde de plus en plus globalisé, l'Union européenne est plus importante que jamais, a constaté la Commissaire. Elle est pour ainsi dire la réponse européenne à la mondialisation. L'UE n'est donc pas dépassée, mais elle devra être plus transparente et démocratique et se concentrer sur les problèmes de fond pour parer efficacement au scepticisme des citoyens.

La Commission s'est également rendue compte de cet état des choses et a l'intention de passer de la phase de réflexion à une phase d'action. Dans ce contexte, il ne faut pas mettre de côté le traité constitutionnel, mais il faut poursuivre une stratégie progressive, en appliquant les traités existants de manière plus active et plus efficace.

C'est là qu'une politique étrangère active gagne en importance. L'Union est censée exporter la stabilité pour ne pas importer l'instabilité, a précisé la Commissaire. La politique européenne de voisinage apporte ainsi des réponses politiques aux questions stratégiques et aux tâches géostratégiques de l'Union. Mme Ferrero-Waldner a

qualifié de succès la politique européenne de voisinage qui génère pour l'UE et ses partenaires une politique de bien-être, de stabilité et de sécurité.

La Commissaire a ensuite parlé des plans d'action politique de l'Union qui traitent un grand nombre de questions politiques pour y apporter des réponses concrètes. Toute la gamme est comprise: des aspects liés aux droits de l'homme à l'éducation, en passant par la politique en matière d'environnement ou d'économie. Par ailleurs, l'intervenante a illustré la politique de voisinage à l'aide d'exemples concrets tels que l'Ukraine ou la Moldavie.

Les coopérations parlementaires ont une grande importance dans ce contexte. Il ne faut pas sous-estimer la coopération au niveau parlementaire et le rôle des Parlements nationaux pour la politique européenne de voisinage, a souligné l'intervenante qui a évoqué dans ce contexte le principe de subsidiarité comme l'un des éléments permettant de mettre en réseau de manière plus efficace les acteurs européens pour pouvoir agir plus rapidement.

La politique européenne de voisinage sert à l'UE et à ses voisins, et les Parlements nationaux ont un rôle important à jouer en vue d'une politique européenne proche du citoyen, a constaté Mme Ferrero-Waldner en guise de conclusion.

M. Erhard Busek, coordinateur spécial du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, a commencé par expliquer la situation actuelle dans les Balkans qui constitue une région importante pour l'Europe. Il a rappelé l'histoire du Pacte de stabilité, en disant que celui-ci était un succès étant donné que l'on n'a pas seulement réussi à terminer la guerre et les horreurs qui y étaient liées, mais aussi à créer des conditions politiques et économiques stables. Le Pacte a ainsi parfaitement rempli la mission du « rétablissement de la paix » et du « maintien de la paix ».

Après avoir esquissé les domaines de travail du Pacte, M. Busek a présenté les résultats réalisés jusqu'ici. Du point de vue politique, tout se passe convenablement, le problème des réfugiés a été à maintes égards bien réglé, c'est pourquoi le Pacte vise aujourd'hui plus le thème de la migration qui a aussi des conséquences sur la politique intérieure des pays en question et sur le marché de l'emploi des deux parties.

Selon M.Busek, il importe maintenant de renforcer la coopération parlementaire, et d'accorder une plus grande attention à la politique locale pour encourager des coopérations régionales. Dans ce contexte, M.Busek a cité un exemple concret, à savoir les incendies de forêts qui ravagent tous les ans les plages de la Mer Adriatique autour de Dubrovnik et qui pourraient être combattus de manière plus efficace par une coopération entre les pompiers de la Bosnie, de la Croatie et du Monténégro.

Du point de vue économique, le Pacte est également un succès, comme le montre l'engagement des entreprises étrangères dans la région tout aussi bien que les taux de croissance qui se situent entre quatre et sept pour cent, ce qui d'ailleurs est indispensable si ces pays veulent rattraper le niveau économique en Europe.

Cependant, il faut faire la distinction entre la Croatie, la Roumanie et la Bulgarie qui se développent très bien, la Serbie-Monténégro qui se développe moyennement, et les autres pays – Macédoine, Bosnie, Moldavie, Kosovo et Albanie qui donnent parfois

lieu à des préoccupations. On constate que les Etats qui sont plus proche de l'Union se développent mieux que les autres; d'où la nécessité d'agir.

Pour finir, M. Busek a parlé des aspects liés à la politique en matière de sécurité, notamment de la lutte contre la criminalité – et plus particulièrement contre le trafic de drogues – et contre la corruption. Dans ce domaine, il reste encore beaucoup à faire, a conclu M. Busek.

Suite à ces deux interventions, une discussion intensive s'est engagée entre les parlementaires présents, à laquelle ont participé des représentants de la Serbie-Monténégro, de l'Allemagne, du Portugal, de la Grèce, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Grande-Bretagne, de la République tchèque, de la Slovénie, de la Croatie, de la Finlande, de la France, de la Lituanie et de la Turquie. Les aspects les plus variés ont été abordés: en matière de politique étrangère, mais aussi en matière d'énergie, d'éducation et d'environnement ainsi que des questions économiques.

Parmi les participants autrichiens, M. Albrecht Konecny, membre du Bundesrat, et Mme Ulrike Lunacek, membre du Nationalrat, ont pris la parole. Selon M. Konecny, il vaut mieux parler franchement que poliment avec les Etats des Balkans occidentaux, car la perspective des Balkans doit être considérée comme une perspective à long terme, et il importe donc de parler des étapes intermédiaires à franchir en vue d'une intégration européenne. De même, l'Union devrait promouvoir la coopération régionale, car les pays en question devront d'abord faire la paix entre eux et non pas avec l'Union européenne. En vue de l'intégration et du renforcement de l'économie, une coopération appropriée dans la région même s'impose, a retenu M. Konecny.

Mme Lunacek a parlé de l'avenir du Monténégro, où il faut chercher à éviter une polarisation de la population, vu le résultat très serré du référendum sur une indépendance de cette région. Par ailleurs, la stratégie de préadhésion de l'Union est problématique, étant donné que les candidats à l'adhésion reçoivent plus d'aides ce qui agrandit l'écart avec les autres Etats. Pour terminer, Mme Lunacek a réitéré sa demande de réduire au maximum l'obligation de visa pour offrir dès maintenant aux citoyens de ces Etats une perspective européenne.

A la fin, Mme Ferrero-Waldner a insisté sur le fait que l'Union avait un intérêt à coordonner et à harmoniser la politique énergétique des Etats membres, étant donné qu'un bon approvisionnement en énergie de l'Union serait dans l'intérêt de tous les Etats membres. Dans la politique de voisinage, il y a une stratégie individuelle et différenciée pour chaque pays adaptée aux problèmes spécifiques. Cette politique vient d'être lancée, il faut attendre le résultat. L'avenir n'est pas joué, il s'agit de profiter au maximum des possibilités offertes. Mais il faut avoir une approche réaliste des choses et ne pas attendre trop, a averti la Commissaire qui a ensuite répondu aux questions concrètes.

M. Busek a parlé de la situation actuelle entre la Serbie, le Monténégro et le Kosovo, en disant qu'il ne serait pas recommandable de citer des dates concrètes concernant les futurs élargissements. Il vaut mieux d'abord mettre en place tout ce qui est nécessaire pour que les projets en question puissent vraiment aboutir et pour ce faire, on a aussi besoin - comme on l'a déjà dit – d'une coopération régionale adaptée.